



REEMPLACEMENT D'UN ASCENSEUR DDFIP BESANCON 63 Quai Viel Picard 25000 BESANCON

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

MAI 2025

**CCTP
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES**

LOT 03 – CUVELAGE

Maître d'Ouvrage :

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
FINANCES PUBLIQUES**
63, Quai Vieil Picard
25000 BESANCON



Maître d'Œuvre :

BLONDEAU INGENIERIE
30, Avenue Villarceau
25000 BESANCON



SOMMAIRE

1 - GENERALITES	3
1.1 OBJET DU MARCHE	3
1.2 CARACTERISTIQUES DU SITE	3
1.3 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT AU SENS DE LA REGLEMENTATION INCENDIE	3
1.4 ETUDE DE SOL	3
1.5 RAPPORT AMIANTE	3
1.6 PHASAGE PREVISIONNEL DES TRAVAUX	4
1.7 ACCES AU CHANTIER	4
1.8 OBJET DU C.C.T.P.	6
1.9 CARACTERE DES OBLIGATIONS DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE	6
1.10 TERMINOLOGIE	6
1.11 QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES	6
1.12 CONDITIONS DU CHIFFRAGE	6
1.13 VARIANTES	7
1.14 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR	7
2 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RENOVATION	8
2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX	8
2.2 PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS	8
2.3 MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS	8
2.4 NETTOYAGES	8
2.5 TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION	9
2.6 MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION	9
2.7 NUISANCES DE CHANTIER	9
2.8 REMISE EN ETAT DES LIEUX	10
2.9 DIMENSIONS DES EXISTANTS	10
2.10 ETENDUE ET LIMITES DE PRESTATIONS	10
3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	11
3.1 REGLEMENTATION	11
3.1.1 Règles d'exécution – DTU – Normes	11
3.2 CONSISTANCE DE LA PRESTATION	11
3.2.1 Travaux faisant partie du lot Cuvelage	11
3.2.2 Travaux ne faisant pas partie du lot	11
3.3 DESSINS D'EXECUTION	11
3.4 DEFINITION DU MATERIEL PROPOSE	11
3.5 QUALITE DES MATERIELS	12
3.6 PROTECTION DU MATERIEL	12
3.6.1 Protection contre la corrosion	12
3.6.2 Protection contre les inductions	12
3.7 CONTROLE DES TRAVAUX	12
3.8 ESSAIS	13
3.9 DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DE TRAVAUX	13
3.10 GARANTIE - ENTRETIEN	13
4 - DESCRIPTION DES OUVRAGES PAR ARTICLES	14
4.1 CUVELAGE FOSSE ASCENSEUR	14

1 - GENERALITES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent document a pour objet la définition des ouvrages et fournitures constituant le lot :

03 – CUVELAGE

du projet de : **Remplacement d'un ascenseur**
63, Quai Vieil Picard
25000 BESANCON

1.2 CARACTERISTIQUES DU SITE

Altitude :	246 m NGF environ
Neige :	zone B1
Vent :	zone 1
Zone sismique :	3 modérée
Zone climatique :	H1c

1.3 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT AU SENS DE LA REGLEMENTATION INCENDIE

Classement de l'établissement au sens de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie dans les Etablissements Recevant le Public :

Etablissement de la 5^{ème} catégorie, avec des activités de type W

1.4 ETUDE DE SOL

Sans objet

1.5 RAPPORT AMIANTE

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux, réalisé le 12/10/23, par la société AC Environnement, dans l'immeuble situé 63 Quai Vieil Picard à Besançon (rapport n° 002ER653747).

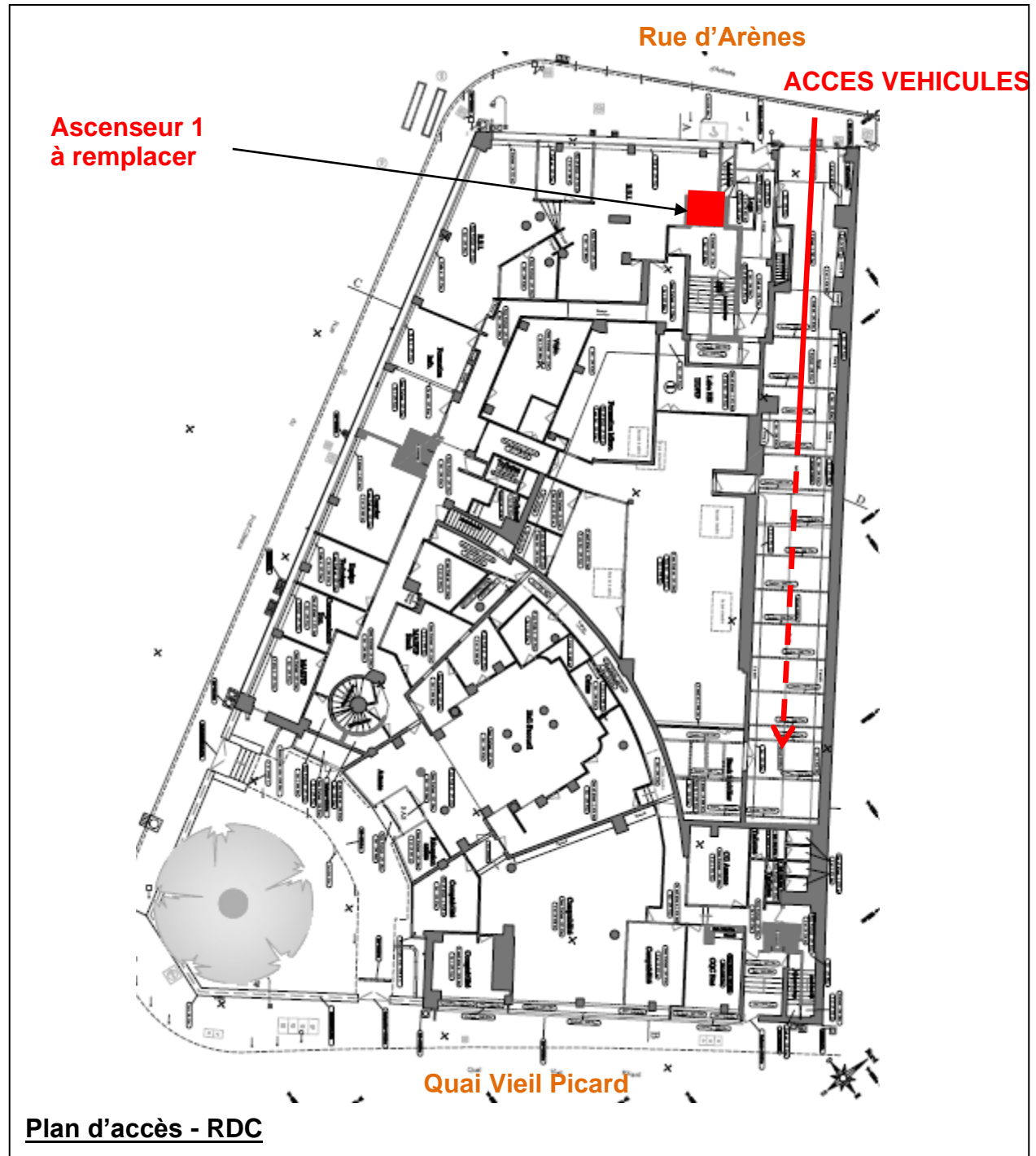
Ce rapport met en évidence la présence d'amiante dans un certain nombre d'ouvrages : les ouvrages amiantés seront déposés par le lot désamiantage.

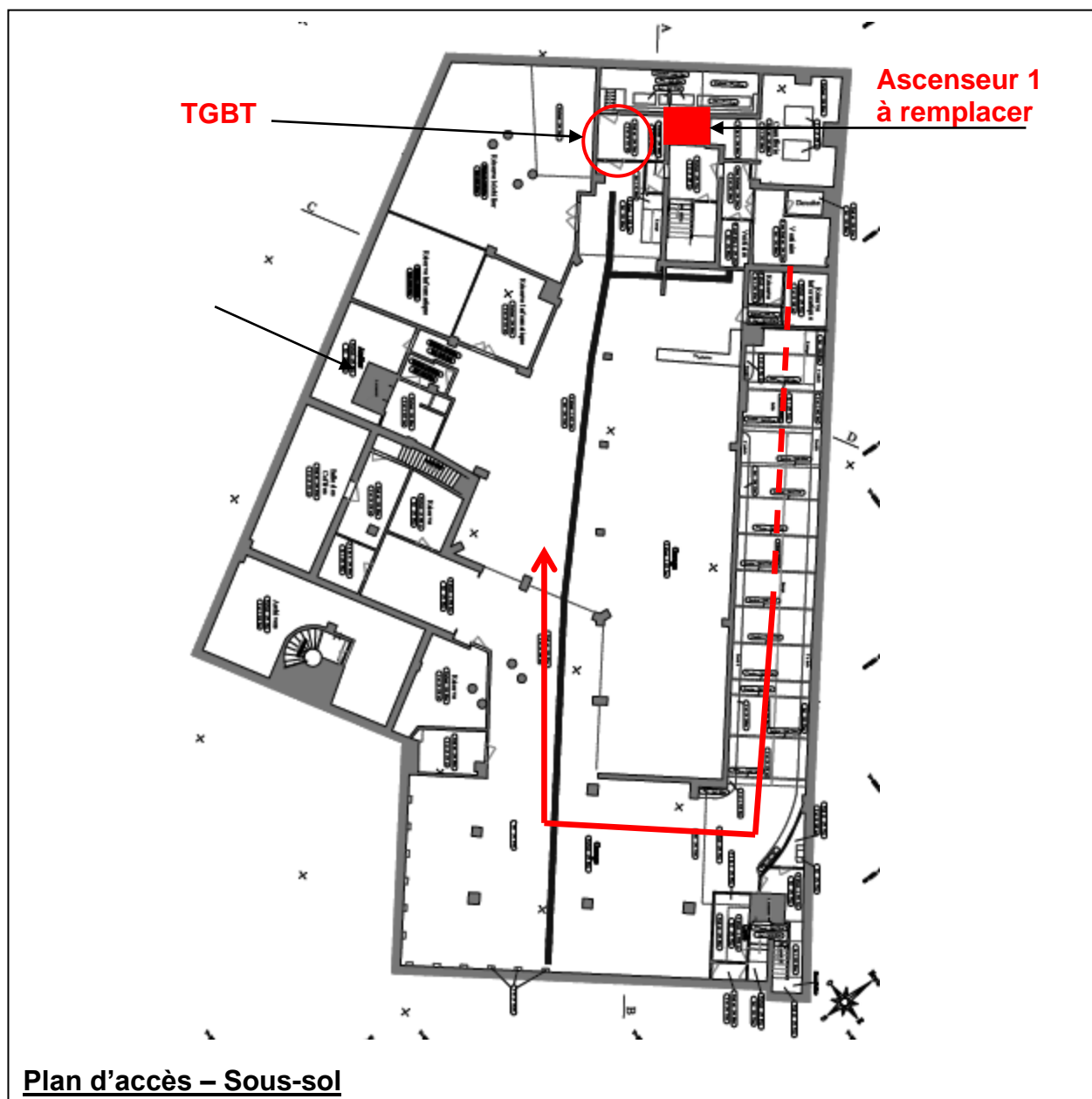
1.6 PHASAGE PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Les travaux seront exécutés en une seule phase.
Les travaux se dérouleront en site occupé.

1.7 ACCES AU CHANTIER

L'accès au chantier se fera par l'accès au sous-sol du bâtiment situé au 69 Rue d'Arènes :





Accès limité à une hauteur maximale de 2,20m.

1.8 OBJET DU C.C.T.P.

Plan d'accès à RDC Les Techniques Particulières a pour objet :

- d'une part : de faire connaître les directives générales qui guideront la réalisation du projet,
- d'autre part : de décrire les travaux du présent lot et de fournir à l'opérateur économique les renseignements lui permettant de calculer les prix de son offre en tenant compte de toutes les fournitures, de la main d'œuvre, et des dépenses annexes nécessaires pour livrer un travail complet conforme aux règles de l'art.

1.9 CARACTERE DES OBLIGATIONS DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE

Les documents écrits et graphiques établis par le concepteur ont pour but de renseigner l'opérateur économique sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif.

L'opérateur économique doit, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les ouvrages indispensables à la réalisation, et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit, au sens habituel des règles de l'art.

1.10 TERMINOLOGIE

Dans le présent document, les termes « Entrepreneur » et « Entreprise » désignent les futurs attributaires.

1.11 QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES

Sont admises à soumissionner pour l'exécution des travaux du présent lot, les entreprises titulaires des qualifications Professionnelles requises pour l'exécution des travaux décrites au présent dossier.

Les entreprises devront produire et joindre à leur acte d'engagement les photocopies de leur carte de qualification professionnelle et de leur police d'assurance obligatoire (civile et professionnelle décennale).

1.12 CONDITIONS DU CHIFFRAGE

Le présent dossier correspond à un ensemble de documents destinés à aider le soumissionnaire à remettre son prix dans les meilleures conditions.

Il est entendu que les plans sont les plans directeurs définissant les éléments principaux.

Le soumissionnaire, par ses compétences professionnelles, prévoira la totalité des ouvrages à réaliser conformément au devis descriptif.

S'il estime qu'il y a dans le dossier des omissions, des erreurs ou des non-conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.
Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée.

1.13 VARIANTES

Le soumissionnaire pourra proposer toutes les variantes par rapport aux matériels, matériaux et/ou principes définis dans le présent document à conditions :

- que les alternatives soient de niveau au moins équivalent à celui défini dans le présent document
- que soient fournis les documents ci-après :
 - un bordereau de prix détaillé et séparé,
 - une note explicative,
 - la documentation technique correspondante,
 - un tableau comparatif et récapitulatif reprenant la totalité du projet et permettant une analyse des avantages, inconvénients et incidences de coût des différentes variantes par rapport au projet de base.

Nota : Dans le but d'économie ou de rapidité d'exécution, l'entrepreneur peut proposer soit des matériaux différents, soit un système constructif différent, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation. Il ne pourra le faire sans que lesdits matériaux soient conformes aux exigences légales. Cette proposition devra être clairement et distinctement présentée comme variante à l'offre de base. Le maître d'œuvre jugera du bien fondé et transmettra au Maître d'ouvrage, avec tout avis nécessaire, pour décision.

Ces matériaux ou équipements ainsi proposés devront faire l'objet de présentation sous forme d'échantillons, chaque fois que le Maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre l'exigeront.

1.14 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur sera rendu responsable de la qualité du bon fonctionnement des installations qui lui sont confiées, ainsi que du respect des performances exigées dans le présent document.

Il devra en conséquence effectuer pour son propre compte et sous sa responsabilité tous les calculs et les sélections des matériaux, matériaux et équipements nécessaires pour lesquelles les précisions du présent document sont à considérer comme indicatives et définissent des prestations minimales.

Il ne pourra en aucun cas considérer les pièces écrites et les plans du dossier d'Appel d'Offres comme « Bon pour exécution ».

2 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RENOVATION

2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et leurs principes constructifs
- Les contraintes relatives aux constructions voisines
- Les modalités d'accès à la voirie
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- La nature des matériaux constituant les existants
- La nature et la constitution des structures porteuses
- En général, sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût

2.2 PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place.

Lors des travaux de démolition ou autres, dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc., et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

2.3 MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

2.4 NETTOYAGES

Les déchets de chantier de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment à la loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

2.5 TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

2.6 MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

2.7 NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, avec ses décrets et arrêtés d'application, relative à la lutte contre le bruit.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier
- Les poussières générées

- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier
- Les salissures des voies publiques.

2.8 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'entreprise titulaire du présent lot enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

2.9 DIMENSIONS DES EXISTANTS

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaires.

2.10 ETENDUE ET LIMITES DE PRESTATIONS

L'entreprise devra inclure dans ses prix les contraintes liées au chantier en site occupé :

- le nettoyage quotidien par l'entreprise au fur et à mesure de l'exécution
- la gêne occasionnée par l'encombrement des locaux et la présence des utilisateurs et du public.
- la remise en service des installations en fin de journée.

3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

3.1 REGLEMENTATION

3.1.1 Règles d'exécution – DTU – Normes

Les fournitures et travaux du présent lot seront conformes aux normes et règlements en vigueur y compris les annexes, au moment de leur dernière mise à jour, notamment :

- DTU 14 : Travaux de cuvelage

3.2 CONSISTANCE DE LA PRESTATION

3.2.1 Travaux faisant partie du lot Cuvelage

Les travaux relatifs au présent lot comprennent l'ensemble des ouvrages relatifs à la dépose et à l'installation d'un ascenseur, à savoir :

- La mise en place d'un point d'eau si besoin (alimentation électrique mise à disposition par le lot 01 Ascenseur) et le confinement de la zone de travail.
- La dépose du cuvelage de la fosse ascenseur si nécessaire
- La préparation du support du cuvelage à réaliser (fosse d'ascenseur général)
- La réalisation du cuvelage de la fosse d'ascenseur
- Le repli du matériel et l'évacuation des déchets

3.2.2 Travaux ne faisant pas partie du lot

- La mise en place de l'installation de chantier et du branchement électrique de chantier,

3.3 DESSINS D'EXECUTION

Pour tous les ouvrages, l'Entrepreneur devra établir, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'états.

Ces dessins devront préciser les emplacements et dimensions de ses ouvrages, les axes et les dimensions des trous et feuillures éventuelles à réserver.

Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des ouvrages, dans un délai compatible avec le planning d'exécution.

3.4 DEFINITION DU MATERIEL PROPOSE

La proposition de l'Entreprise sera considérée comme étant conforme au CCTP.

Toutefois, l'Entreprise fournira un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande etc... décoration, accessoires), quelques divergences pouvant apparaître avec le CCTP, en raison du caractère propre des fabrications de chaque constructeur.

3.5 QUALITE DES MATERIELS

Toutes les fournitures, matériels, appareillages, etc..., seront neufs et de bonne qualité. Ils devront être conformes à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, au point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Il appartient à l'Entreprise qui demeure seule responsable des travaux, de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le Maître de l'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité de l'Entrepreneur.

3.6 PROTECTION DU MATERIEL

3.6.1 Protection contre la corrosion

- Les pièces métalliques susceptibles d'être attaquées, seront soit cadmiées et passivées, soit zinguées à chaud,
- Les châssis métalliques supportant l'appareillage seront sablés, métallisés au zinc ou zingués à chaud, puis recouverts d'une couche de peinture antirouille.
- Les éventuelles détériorations de la protection seront remises en état après montage.

3.6.2 Protection contre les inductions

Les équipements et les liaisons seront protégés contre les signaux parasites :

- en utilisant des câbles avec écran relié à la terre pour les circuits d'alarmes, de sécurité et de téléphone,
- en reliant les appareils au même point de masse,
- en éloignant les circuits de contrôle des circuits de puissance.

3.7 CONTROLE DES TRAVAUX

Avant l'installation de son matériel sur le site, le titulaire du présent lot réceptionnera les ouvrages exécutés par le Lot Cuvelage et fera le cas échéant toutes les remarques et réserves nécessaires à une réalisation en conformité avec ses plans d'exécution.

Le titulaire du présent lot obtiendra en particulier avant son intervention :

- une gaine propre et sèche
- une zone de stockage réservée au niveau sous-sol (30 m²)

Au cours du chantier, à intervalles réguliers ou autant que nécessaire, le Maître d'Œuvre procédera à des opérations de contrôle portant sur la qualité des matériels et leur mise en œuvre.

Les équipements construits en dehors du chantier seront soumis tant en usine ou atelier qu'après montage à une série de contrôles destinés à juger de la qualité de leur réalisation, des commodités de montage et de maintenance, ainsi que de leurs aptitudes à assurer le service auquel ils sont destinés.

3.8 ESSAIS

Après achèvement complet des travaux, il sera procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences de la Directive.

Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge de l'Entreprise qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'Œuvre nécessaires (le matériel d'essai restant sa propriété).

3.9 DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DE TRAVAUX

Conformément aux exigences de la directive Ascenseurs, il sera remis au Maître de l'Ouvrage une documentation technique comportant au minimum les documents suivants :

- Déclaration de conformité
- Dossier technique des produits utilisés

3.10 GARANTIE - ENTRETIEN

Pendant la période garantie, le constructeur restera complètement responsable de la bonne tenue de ses ouvrages. Il sera tenu d'effectuer à ses frais, risques et périls, les remplacements, réparations et modifications des ouvrages reconnus défectueux par la suite de défauts de construction ou vice caché de matière, alors même que l'existence de défauts n'aurait pas été reconnue au cours de l'examen et des épreuves d'essais ou des réceptions. Les frais résultants des raisons ci avant, seront entièrement imputables à la présente entreprise.

4 - DESCRIPTION DES OUVRAGES PAR ARTICLES

4.1 CUVELAGE FOSSE ASCENSEUR

Réalisation de la réfection du cuvelage de la fosse d'ascenseur sur le fond et sur les murs latéraux sur 1.50m de hauteur, comprenant :

- Préparation du support comprenant un radier en béton armé, des murs latéraux en béton armé et un cuvelage existant, compris dépose ou adaptation si nécessaire des ouvrages existants,
- Mise en œuvre d'un cuvelage par tout produit sous avis technique
- Y compris toutes sujétions de mise en œuvre

Dimension intérieure gaine :

- Ascenseur 1 : 2.10 x 1.64 m

Position : *Fosse d'ascenseur 1*

Mode de métré : *à l'ensemble*